

QUELQUES PROFESSIONS DE FOI

Les conservateurs et Sir Hugh Graham alimentent la campagne "autonomiste"

Afin qu'il n'y eût aucun doute sur la part que nous prenions à la campagne, je fis paraître dans le journal, le 3 août 1911, sous le titre "AVIS CLAIR ET PRECIS", un avertissement qui renfermait les paragraphes suivants:

A partir de l'assemblée de Trois-Rivières, M. Bourassa ne prendra part à aucune manifestation, sauf pour appuyer les candidats indépendants s'engageant à défendre envers et contre tous, ET QUEL QUE SOIT LE PARTI AU POUVOIR, les principes énoncés en commun par M. Monk et M. Bourassa.

Mais lorsqu'on ne servira de son nom sans son consentement, il dénoncera la supercherie, quelles qu'en soient les conséquences pour les auteurs.

M. Bourassa ne jouera pas, qu'on en soit certain, le rôle de globe-trotteurs et d'entrappes-nigands.

Inutile d'ajouter que dans toutes les circonscriptions électorales abandonnées par les conservateurs à M. Monk et au "parti autonomiste", les candidats acceptèrent le programme et le mot d'ordre. Les uns s'intitulèrent "autonomistes", les autres "indépendants", à peine un "nationaliste" — pas un seul "conservateur"!

Et tous réclamaient à grands cris un discours de Lavergne ou de moi dans leur circonscription.

• • •

M. Blondin, non content de la magnifique assemblée tenue à Grand-Mère en 1910, et de l'inauguration de la campagne électorale à Trois-Rivières, le 6 août 1911, me demandait instamment une autre assemblée dans son comté.

M. L'Espérance, qui bénéficiait de toute la popularité de Lavergne, me reprochait comme une quasi désertion l'impossibilité où je me trouvais d'aller à Montmagny parler en sa faveur, lui, le premier des nationalistes!

M. Nantel sollicitait une lettre signée de ma main et attestant la sincérité de son indépendance.

M. Bergeron m'écrivait pour me rappeler notre lutte commune, en 1905, en faveur de la minorité catholique des Territoires, et m'assurait qu'il partageait entièrement mes vues sur la question navale.

Le jeune Lavallée, naguère libéral, m'écrivait que la semence nationaliste jetée dans Bellechasse en 1908 commençait à lever et qu'il se chargeait de faire la moisson.

Dans les comtés de Bagot et de Nicolet, les organisateurs du parti "autonomiste" faisaient écarter la candidature de l'un des conservateurs les plus honorables et les plus marquants de la province, M. T. Chase Gagnain, pour faire place aux candidatures nationalistes de M. Tancredi Marsil et de M. Paul-Émile Lamarche.

Mais les démarches et les professions de foi les plus touchantes furent celles de Jos. Rainville et de L.-P. Pelletier.

J'avais déjà prononcé un discours à Verchères en faveur de Rainville. Mais ce preux ayant rencontré, aux bureaux du *Devoir*, Lavergne retenu, il se pendit à ses basques d'habit pour l'entraîner à une autre assemblée: "Armand!", lui criait-il avec des larmes dans la gorge, "tu sais bien que je suis le seul sincère de tous ces gens-là! Ne comprends-tu pas qu'il faut que je sois à la Chambre pour les empêcher de trahir?"

M. Pelletier, candidat "indépendant des deux partis", se réclamant de Lavergne, "son chef", m'appela à cris désespérés par le téléphone: "Hâtez-vous à Bourassa que c'est à genoux que je le supplie de venir parler en son faveur à Charlesbourg!" Oui, à genoux!

• • •

En dehors des professions de foi, des discours et de l'étiquette des candidats, il y avait la question fort importante des fonds électoraux, même plus purement de la politique.

M. Monk s'en préoccupait à juste titre. Il ne voulait pas laisser le parti tory mettre le grappin sur ses candidats.

Sur ce point, les nationalistes ne pouvaient être d'aucun secours. Ils fournissaient les idées, l'enthousiasme et la popularité. Mais c'est tout ce qu'ils pouvaient donner.

Les organisateurs du parti "autonomiste" s'étaient arrêtés à ceci. Parmi les gens désireux et capables de souscrire au fonds électoral de l'opposition, il s'en trouvait un certain nombre qui partageaient les opinions de M. Monk sur la question navale; d'autres ne pensaient qu'à la réciprocité: il leur était absolument indifférent d'aider des candidats de quelque nuance, pourvu qu'ils fussent opposés à la convention douanière; d'autres enfin ne demandaient qu'à renverser le ministère, quels que fussent les principes ou les idées des candidats d'opposition, soit sur la marine, soit sur la réciprocité.

Ce furent ces diverses catégories de souscripteurs qui fournirent, je crois, les premiers fonds. Mais lorsque la lutte fut bien engagée, le désir des chefs conservateurs de l'emporter quand même fut plus fort que toute autre considération: ils n'hésitèrent plus à transvaser dans la caisse du parti "autonomiste" une partie de leurs fonds, sans exiger aucune promesse, aucune garantie quelconque de la part des candidats, réciprocistes ou anti-réciprocistes, qui faisaient la lutte au ministère en haine de la Loi navale, et qui dénonçaient la "politique non moins méritée" de M. Borden.

• • •

Lorsque les fonds "réguliers" furent épuisés, sir Hugh Graham entra en scène. Il s'offrit à fournir les derniers vivres, pourvu que chaque candidat lui donnât un billet à payer, exigible en cas de défaite seulement. Espérait-il ainsi se donner une bonne emprise sur les candidats heureux, seuls appelés à siéger et à voter au parlement? Je sais que ceux au moins de ceux qui durent passer sous ses fourches caudines, déclinèrent carrément qu'ils ne troqueraient pas leurs principes contre ses deniers. Il verra quand même.

D'autres candidats "autonomistes" furent-ils plus souples ou plus faibles? Faut-il voir dans ces négociations souterraines, dont je n'entends parler que longtemps après les élections, l'origine et la cause de certains revirements? Est-ce dans ces entrevues intimes qu'un certain nombre d'adversaires déclarés de toute contribution impériale commencèrent à penser qu'il fallait faire "quelque chose" pour la mère-patrie et l'Empire? Les avances de fonds de sir Hugh Graham ont-elles éclairé quelques-uns de ces "patriotes" sur l'urgence du péril allemand? C'est possible. Mais il n'en transpara rien à l'extérieur, avant le 21 septembre 1911.

Ce qui reste acquis, c'est que les fonds du parti conservateur et le trésor impérialiste aidèrent à défrayer les frais électoraux de trente à quarante candidats, réciprocistes et anti-réciprocistes, qui dénonçaient la Loi navale et la "politique non moins néfaste" de M. Borden, et qui s'engageaient solennellement à voter contre tout ministère qui refuserait un plébiscite sur cette question.

• • •

La preuve la plus significative peut-être de l'évolution de M. Borden et de son désir de tomber d'accord avec les nationalistes, on la trouve dans le manifeste qu'il publia, le 15 août, au moment d'entrer en campagne. Les trois quarts de ce document très volumineux étaient consacrés à la réciprocité. Le seul paragraphe qui touchait à la question navale contenait une condamnation formelle de la Loi votée à la session précédente, et rien de plus. De contribution d'urgence, pas un mot; des projets du parti conservateur sur cette matière, pas davantage; de la distinction à faire entre une mesure d'urgence et une politique permanente, rien non plus.

M. Borden et ses collègues trompent délibérément le public, aujourd'hui, lorsqu'ils prétendent que le leader du parti conservateur a fait accepter par le peuple ses déclarations et ses motions de mars et de novembre 1910, en faveur d'une contribution d'urgence.

Son manifeste électoral prouve, au contraire, qu'il rentra en poche ses motions et ses déclarations, et qu'à l'exemple des nationalistes et des "autonomistes", il se borna à condamner la Loi navale.

Nous avions donc absolument raison d'affirmer alors, et nous avons encore raison de répéter aujourd'hui, que le seul mandat direct que le leader du parti conservateur ait sollicité et obtenu, c'est d'abroger la Loi navale.

Dans un des articles à suivre, j'établirai, par le propre témoignage de certains ministres et par celui du ministre des postes, que les ministres conservateurs ont interpellé de la même manière, après les élections, le mandat du peuple.